

Entre défense et innovation, quelle volonté de puissance des Etats ?

Etude des budgets de la défense et des dépenses en R&D de l'Europe géographique, Chine, Inde, Etats-Unis et Canada

mercredi 23 septembre 2020, par [Amandine MEDARD](#), [Elena RONEY](#), [Jeanne FOURQUIER](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Amandine MEDARD](#), [Elena RONEY](#), [Jeanne FOURQUIER](#), **Entre défense et innovation, quelle volonté de puissance des Etats ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 23 septembre 2020.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

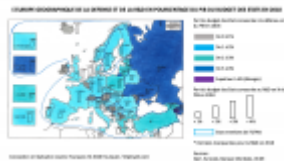
Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La plupart des pays d'Europe géographique consacrent entre 1% et 3% de leur budget à la défense. Parmi les pays étudiés, seuls l'Ukraine, les Etats-Unis, l'Azerbaïdjan, la Russie et l'Arménie dépassent les 3% dans ce domaine. Les différents espaces de cette carte ont tous une approche singulière de la puissance et par conséquent de leur budget consacré à la défense et à la R&D. Les comparaisons permettent de comprendre la singularité de chacun.

Cette carte permet d'observer au sein des pays de l'Europe géographique, du Canada, des Etats-Unis, de [l'Inde](#) et de la Chine, les parts du budget des Etats consacrées à la défense et à la Recherche et au Développement (R&D) en pourcentage du PIB en 2018.



La défense désigne "l'ensemble des actions ayant pour objet d'assurer la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie des populations" et l'ensemble des "organismes civils et militaires chargés de cette mission" (Larousse). Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) précise que "Les dépenses militaires se réfèrent à toutes les dépenses publiques actuelles pour les forces armées et les activités militaires, y compris les salaires et les avantages sociaux, les frais de fonctionnement, les achats de matériel militaire et d'armes, les infrastructures militaires, la recherche et développement, l'administration centrale, le commandement et le soutien".

La R&D désigne l'innovation scientifique et technique qui a permis le développement de l'humanité. Elle englobe l'ensemble des activités entreprises de façon systématique, les financements publics ou privés en vue d'accroître les connaissances dans la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental.

La part moyenne du budget des Etats étudiés consacrée à la défense en pourcentage du PIB en 2018 s'élève à 1.60 % arrondi au dixième. Néanmoins, un écart de 4,90 points de pourcentage se creuse entre les extrêmes, l'Islande et l'Arménie avec respectivement 0.00 % et 4.90%. La moyenne de la R&D quant à elle s'élève à 1,40 % arrondi au dixième du PIB en 2018. L'écart entre les extrêmes est moins important : 3,14 points de pourcentage avec 0.18% pour l'Azerbaïdjan contre 3.32 % en Suède.

Cinq groupes peuvent être distingués par ordre croissant selon la part de leur budget consacrée à la défense (en pourcentage du PIB) en 2018 :

Le groupe 1, de 0 à 1 % du PIB exclu comprend onze pays : [Islande](#) (0.00%), Irlande (0.30 %), Moldavie (0.30 %), Malte (0.50 %), Luxembourg (0.60 %), Autriche (0.70 %), Suisse (0.70 %), Kosovo (0.80 %), Belgique (0.90 %), Bosnie-Herzégovine (0.90 %) et Macédoine du Nord (0.90 %).

Le groupe 2, de 1 à 2 % du PIB exclu compte 25 pays : Slovaquie (1.00 %), Suède (1.00 %),

Tchéquie (1.10 %), Albanie (1.20 %), Allemagne (1.20 %), [Biélorussie](#) (1.20 %), Hongrie (1.20 %), Pays-Bas (1.20 %), Slovaquie (1.20 %), Canada (1.30 %), Danemark (1.30 %), Espagne (1.30 %), Italie (1.30 %), Finlande (1.40 %), Monténégro (1.40 %), Bulgarie (1.50 %), Croatie (1.60 %), Norvège (1.60 %), Serbie (1.60 %), Chypre (1.80 %), Roumanie (1.80 %), Royaume-Uni (1.80 %), [Chine](#) (1.90 %), France (1.90 %) et Portugal (1.90 %).

Le groupe 3, de 2 à 3 % du PIB exclu est constitué de huit pays : Estonie (2.00 %), Géorgie (2.00 %), Lituanie (2.00 %), Lettonie (2.10 %), Pologne (2.10 %), Inde (2.40 %), Turquie (2.50 %) et Grèce (2.6 %).

Le groupe 4, de 3 à 4 % du PIB exclu comprend quatre pays : Ukraine (3.2 %), Etats-Unis (3.3 %), Azerbaïdjan (3.6 %) et Russie (3.7 %).

Le groupe 5, supérieur à 4% du PIB compte un pays, l'Arménie (4.9 %).

Cinq groupes peuvent être distingués par ordre croissant selon [la part de leur budget consacrée à la R&D \(en pourcentage du PIB\)](#) en 2018 :

Le groupe 1, de 0 à 1 % du PIB exclu comprend vingt pays : Azerbaïdjan (0.18 %), Arménie (0.19 %), Bosnie-Herzégovine (0.20 %), Moldavie (0.25 %), Géorgie (0.30 %), Monténégro (0.36 %), Macédoine du Nord (0.37 %), Ukraine (0.47 %), Roumanie (0.50 %), Chypre (0.55 %), Malte (0.57 %), Inde (0.60 %), Biélorussie (0.61 %), Lettonie (0.64 %), Bulgarie (0.76 %), Slovaquie (0.84 %), Serbie (0.92 %), [Lituanie](#) (0.94 %), Croatie (0.97) et [Russie](#) (0.99).

Le groupe 2, de 1 à 2 % du PIB exclu compte treize pays : Irlande (1.15 %), Grèce (1.18 %), Luxembourg (1.21 %), Pologne (1.21 %), Espagne (1.24 %), Portugal (1.36 %), Italie (1.39 %), Estonie (1.40 %), Hongrie (1.53 %), Canada (1.56 %), Royaume-Uni (1.70 %), Tchéquie (1.93 %) et Slovénie (1.95 %).

Le groupe 3, de 2 à 3 % du PIB exclu est constitué de huit pays : Islande (2.04 %), Norvège (2.06 %) Pays-Bas (2.16 %), Chine (2.19 %), France (2.20 %), Finlande (2.75 %), Belgique (2.76 %) et Etats-Unis (2.83 %)

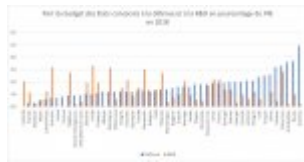
Le groupe 4, de 3 à 4 % du PIB exclu comprend quatre pays : Danemark (3.03 %), Allemagne (3.13 %), Autriche (3.17 %) et Suède (3.32 %).

Dans la source consultée, il n'y a pas de données pour la Suisse, l'Albanie, le Kosovo et la Turquie sur la part du budget de ces Etats consacrée à la R&D en pourcentage du PIB en 2018.

Les données indiquées sur la carte sont en pourcentage du PIB : par conséquent, elles indiquent la part du PIB des Etats allouée à ces domaines, et ne rendent pas compte de la somme brute consacrée. Par exemple, les Etats-Unis consacrent 3.3% de leur budget dans la défense, soit 1.6 point de pourcentage de moins que l'Arménie, mais leur PIB est plus de 500 fois supérieur à celui de l'Arménie, si bien que le budget de Washington (DC) pour la défense en dollars est significativement plus élevé que celui d'Erevan.

La plupart des pays d'Europe géographique consacrent entre 1% et 3% de leur budget à la défense. Parmi les pays étudiés, seuls l'Ukraine, les Etats-Unis, l'Azerbaïdjan, la Russie et l'Arménie dépassent les 3% dans ce domaine. De plus, nous constatons que seuls [les Etats-Unis](#)

dépensent plus de 3% de leur budget dans la défense au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Comment peut-on comprendre la logique de l'allocation des ressources à la défense selon les pays ? En ce qui concerne la R&D, les pays d'Europe méridionale et orientale ainsi que [l'Inde](#) y consacrent un budget plus faible que l'Europe occidentale et septentrionale, le Canada, la Chine et les Etats-Unis. Comment expliquer ces divergences entre les pays et quelles tendances sous-tendent-elles ? Dans quelle mesure le rapport des Etats étudiés à la puissance éclaire-t-il la carte ?



Sources du graphique : identiques aux données de la carte (SIPRI, Eurostat, The World Bank, OECD)

Les répartitions du budget des Etats pour la défense et la R&D ne sont pas égales. Au sein de certains budgets, la part consacrée à la défense est plus importante que celle consacrée à la R&D et inversement. Les deux extrêmes du graphique ci-dessus, l'Islande et l'Arménie montrent deux postures différentes. L'Islande ne présente aucune part de son budget consacrée à la défense mais fait partie des pays déboursant le plus pour la R&D. Tandis que [l'Arménie](#), qui est en conflit avec l'Azerbaïdjan depuis de nombreuses années, dispose du budget le plus élevé consacré à la défense par rapport à son PIB, elle fait partie des pays qui mobilise le moins de fonds pour la R&D. Comment expliquer que certains Etats dépensent plus dans la défense ou dans la R&D, deux dépenses néanmoins corrélées ? Il s'agit d'expliquer la relation entre les dépenses liées à la défense et à la R&D. Quels sont leurs liens et de quels intérêts nationaux découlent-elles ? D'après Serge Sur, professeur émérite de droit et rédacteur en chef de *Questions internationales*, la puissance correspond à la "capacité de faire, capacité de faire faire, capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire". A la fois multiforme, évolutif et complexe, le concept de puissance s'appuie aussi bien sur un territoire, les hommes qui le composent et le désir qui les anime. En cela, [la défense et la R&D apparaissent comme deux facteurs liés au phénomène de puissance](#). La défense permet la sécurité du territoire et de ses intérêts ainsi que d'asseoir son autorité vis-à-vis de ses voisins. La R&D, quant à elle, contribue autant à l'amélioration de la défense par les avancées techniques qu'elle procure, qu'au rayonnement de la recherche, augmentant alors l'influence des Etats sur la scène scientifique internationale, et à la puissance économique. **Les différents espaces de cette carte ont tous une approche singulière de la puissance et par conséquent de leur budget consacré à la défense et à la R&D.**

L'Europe géographique avec une Union européenne (UE) en manque d'unité et l'expansion de l'OTAN sur les anciens satellites de l'URSS voire [l'étranger proche de la Russie](#), apparaît comme un schéma militaire complexe non sans contradictions entre ses Etats quant à l'appréciation des situations, par exemple au sujet de la Turquie. Quant aux Etats-Unis, ceux-ci s'imposent depuis longtemps sur la scène internationale par leur puissance militaire, économique et technologique. Cependant resteront-ils une puissance incontournable face à la montée de la Chine qui depuis 1975 affirme des ambitions mondiales, notamment militaire, économique et technologique ? Son voisin indien, au poids économique croissant, entend quant

à lui se faire une place sur le marché international de l'armement.

Russie, Union européenne, Etats-Unis, Chine : des puissances inégales et des dynamiques différentes

Nous observons sur la carte que la Russie consacre une part importante de son budget à la défense. A la suite de [la chute de l'URSS en 1991](#), de nombreux problèmes socio-économiques sont survenus en Russie, comme la transition difficile d'une économie planifiée vers une économie de marché, la forte inflation dans les années 1990 (874% en 1993 selon les données de la Banque Mondiale), ou encore la corruption (80% de l'économie est aux mains des mafias dans les années 1990). Cette période difficile a forgé la volonté d'une reconstruction de la puissance russe, qui est incarnée par la figure du président Vladimir Poutine. Celui-ci avance un discours de force, populaire auprès d'une part de la population russe, qui se révèle notamment par sa gestion de la seconde guerre de Tchétchénie (lorsqu'il était Premier Ministre) ou par sa décision d'annexer la Crimée en 2014, en violation du droit international et du mémorandum de Budapest (1994). La Russie désire redevenir une puissance mondiale, et non seulement régionale. Cette volonté de puissance s'exprime notamment par son intérêt pour son "étranger proche", qui correspond aux pays issus de l'ex-URSS, constituant la priorité de la politique étrangère russe. Les pays de l'étranger proche ont des relations différentes avec la Russie : la Biélorussie et l'Arménie ont globalement des bonnes relations avec la Russie, tandis que des pays comme la Géorgie et l'Ukraine, qui cherchent à se rapprocher de l'OTAN, connaissent des tensions et conflits avec cette dernière.

La Russie profite également de la déstabilisation de l'Europe géographique : avec l'élection de Donald Trump comme président des Etats-Unis en novembre 2016, les Etats-Unis sont devenus un allié incertain et difficile. Face à la guerre commerciale engagée par Donald Trump, les pays de l'Union européenne se retrouvent démunis. Le Brexit est également un facteur qui fragilise l'Europe communautaire.

Face à ces nouvelles menaces, l'Europe communautaire ne sait guère comment réagir : celle-ci a fondé sa défense sur l'appartenance de la majorité de ses membres à l'OTAN, mais elle est également menacée par l'évolution de l'ordre mondial. La question d'une défense européenne a toujours été difficile, et ce dès les débuts de la construction européenne. La tentative de créer une Europe de la Défense est un échec dès 1954, lorsque l'Assemblée nationale française rejette le projet de la Communauté Européenne de Défense, qui visait à former une armée européenne. La construction européenne a été réalisée autour d'un objectif central et fondamental : la paix, si bien que l'Union européenne est une instance de dialogue, centrée davantage sur le commerce. Cette institution peine à envisager une politique étrangère collective, car elle ne parvient pas à distinguer des menaces communes. Par exemple, le regard porté sur la Russie au sein de l'Europe communautaire varie selon la position géographique des pays membres : [les pays appartenant à l'étranger proche russe mais cherchant à échapper à son influence sont beaucoup plus hostiles à Moscou que les pays d'Europe occidentale](#). De même, tandis que certains pays, comme la France, désirent construire une défense proprement européenne, et ne pas dépendre militairement des Etats-Unis, d'autres pays y sont opposés. Ce problème de consensus se révèle également dans la gestion de la guerre des Balkans (1991-2001). De même, l'indépendance du Kosovo n'a pas été reconnue que par 22 des 27 pays membres de l'Union européenne.

L'absence de volonté de puissance militaire est constitutive de cette communauté fondée sur la paix, mais pose problème au sein de cet ordre mondial qui se transforme.

Les Etats-Unis sont considérés comme la puissance incontournable depuis le sortir de la Seconde Guerre mondiale. Au moins jusqu'au début des années Trump (2017 -), ils ont su s'imposer comme un leader mondial dans les institutions internationales économiques et géopolitiques dont ils sont à l'initiative. Leur puissance militaire n'a cessé de s'accroître depuis le début la Guerre froide notamment à travers la course aux armements et la volonté de conquête de l'espace. Leur puissance se renforce ensuite grâce à sa suprématie technologique ainsi qu'à ses efforts dans la R&D. D'après le graphique ci-dessus, ils sont le seul Etat qui dépense le plus pour la défense et la R&D. Le budget consacré à la défense révèle une culture de la défense aux Etats-Unis qui se remarque également à l'échelle individuelle. Le droit à s'armer est d'ailleurs inscrit dans le deuxième amendement de la Constitution américaine, tout citoyen peut ainsi posséder une arme à feu. En 2016, 300 millions d'armes circulent aux Etats-Unis, ce qui en représente près de 90 pour 100 personnes. Une autre illustration de la culture de la défense individuelle aux Etats-Unis se trouve dans la précision des exports d'armes du Canada vers les Etats-Unis. Le Canada exporte en 2016, 20% de son armement vers les Etats-Unis dont 4% vers l'Etat fédéral et 16 % aux citoyens américains et il s'agit du seul pays dont l'exportation précise un destinataire autre que l'Etat.

Bien que les Etats-Unis s'imposent dans le secteur de la R&D avec leur territoire majeur d'innovation qu'est la Silicon Valley et les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), les autres puissances tendent à concurrencer cette hégémonie technologique. Cette rivalité s'exprime notamment dans le développement de la 5G par la Chine et son géant des télécoms Huawei. D'autres pays, à une échelle moindre, cherchent également à développer leurs capacités à travers la recherche universitaire comme par exemple en France avec le campus Paris-Saclay. Néanmoins, les étudiants et les chercheurs de ce secteur sont largement convoités, ce qui est à l'origine d'une fuite des cerveaux. Cette dernière est cause de tensions et pose la question de comment garder et attirer scientifiques et universitaires.

Les conflits autour de la mer de Chine ont toujours été très présents en Asie, et c'est pour cela que la Chine appuie ses revendications sur des considérations historiques souvent fictives. Selon elle, près de 90% de la mer de Chine lui reviendrait de droit, bien que plusieurs pays peuvent prouver le contraire à partir de documents historiques. Si la mer de Chine est tant prisée, c'est qu'elle présente des richesses très importantes. La Chine souhaite ainsi faire main basse sur les ressources off-shore, nombreuses et diverses : halieutiques, minières et pétrolières. De plus, un tiers du commerce international transite chaque année sur la mer de Chine, ce qui permet à la Chine d'établir un rapport de force, car posséder la mer de Chine peut se transformer en moyen de pression sur les compagnies étrangères. Il s'agit aussi de tenter d'empêcher les sous-marins américains d'y naviguer dans les grandes profondeurs. La mer de Chine se transforme ainsi en symbole de puissance, et la Chine en use souvent. Ainsi, la mer peut se transformer en espace de guerre militaire, comme en mai 2019, quand la marine chinoise a menacé d'attaquer un navire de guerre américain qui s'y trouvait. La Chine consacre ainsi une part de son budget de la défense pour protéger ce qu'elle considère comme sienne. Elle consacre également une part de son budget en R&D pour la poldérisation [1] des îles se trouvant dans la partie de la mer de Chine qu'elle revendique. La construction de ces polders participe au rayonnement économique de la Chine. En effet, ils permettent l'implantation d'infrastructures comme des raffineries ou des ports. De plus, pour Pékin,

l'opération dite de la « grande muraille de sable », est une façon d'affirmer de manière pérenne sa souveraineté. Pour protéger ses intérêts, elle n'hésite pas à déployer sa puissance militaire contre les pays qui lui sont frontaliers. Ainsi, la Chine fait-elle appel à son armée, afin de protéger les ressources du territoire maritime qu'elle revendique, usant de moyens d'intimidation de pêcheurs étrangers, pouvant aller parfois jusqu'au meurtre. En 2017, le ministère des Affaires étrangères à Hanoi (Vietnam) a reconnu une « demi-douzaine de pêcheurs tués et des dizaines de blessés depuis 2014 » et le début des travaux de Pékin en mer de Chine.

Néanmoins, si la Chine veille à ses intérêts en intimidant ses voisins, elle tente également de développer un marché avec eux afin de concurrencer les accords commerciaux dont elle ne fait pas partie (Alena, Mercosur...). Afin d'attirer les pays frontaliers, et augmenter la consommation intérieure, la Chine mise sur l'innovation, les dépenses en R&D s'élevant ainsi à 230 778,995 millions d'euros en 2017 soit 2,19% de son PIB. Ses recherches ont permis l'élaboration de la Nouvelle route de la soie, pour laquelle sont mobilisées à la fois des dépenses militaires et en R&D. En effet, les dirigeants chinois ont fait appel à l'armée pour enfermer des Ouïghours dans la région du Xinjiang, afin d'y arrêter toute forme de tension et permettre la construction de la route, qui est pour la Chine source d'enjeux économiques importants.

Si la Chine déploie sa capacité militaire afin d'établir un rapport de force avec ses voisins, celui qu'elle tente le plus de menacer est l'Inde. En effet, celle-ci présente une volonté d'affirmation en Asie de plus en plus prégnante ces dernières années. La stratégie militaire de l'Inde peut être présentée selon plusieurs axes : un renforcement de sa puissance militaire pour pouvoir se rapprocher du budget défense de la Chine ; éviter les confrontations armées avec cette dernière sur les communes contestées ; intégrer des accords bi- ou trilatéraux avec des Etats pour ne pas être assujettie à la Chine ou aux Etats-Unis. Tout comme son voisin chinois, l'Inde aspire à développer sa puissance, et plus particulièrement sa puissance militaire comme le montre son budget, puisqu'elle consacre 2,40% de son PIB à la défense quand elle n'en consacre que 0,60 à la R&D. L'Inde en 2020 a ainsi acheté 36 avions rafales à la France pour une somme estimée à 9,4 milliards de dollars, qui servent d'avertissement à la Chine.

Tous ces acteurs affirment une volonté de puissance à travers leurs budgets consacrés à la défense et à la R&D. Cette volonté s'exprime différemment par rapport à leur environnement géographique mais aussi par rapport à leur histoire. Néanmoins, l'Union européenne se place à part, dans sa difficulté à trouver une grille de lecture et d'expression commune des rapports de forces militaires et technologiques qui l'entourent. La puissance semble aussi se mesurer de nos jours par l'impunité relative des Etats. La Chine commet des exactions dans la région du Xinjiang, pour des intérêts économiques, mais reçoit finalement peu de dénonciations de la part de la communauté internationale. Son poids économique incontournable fait de la Chine une puissance qu'on n'ose pas contrarier. Face à des États toujours en quête de plus de puissance militaire et technologique, quels leviers activer pour condamner des Etats ayant outrepassé les droits de l'homme, comme la Chine avec les Ouïghours ? Ainsi les institutions internationales sont-elles toujours à même de s'imposer par des sanctions face à des puissances toujours plus unilatéralistes ?

Nous remercions [Christophe Chabert, co-auteur de “Le monde en cartes, Méthodologie de la cartographie” \(éd. Autrement\)](#) pour les précieux conseils donnés pour la bonne réalisation de cette carte.

Plus

Sources :

Données SIPRI, Military expenditure by country as percentage of gross domestic product 1988-2019, SIPRI 2020 (PDF)

<https://www.sipri.org/sites/default/files/Data%20for%20all%20countries%20from%201988%E2%80%932019%20as%20a%20share%20of%20GDP.pdf>

Eurostat The World Bank, Research and development expenditure (% of GDP)

https://data.worldbank.org/indicator/GB.XPD.RSDV.GD.ZS?most_recent_year_desc=true

OECD, gross domestic spending on R&D on % of GDP

<https://data.oecd.org/rd/gross-domestic-spending-on-r-d.htm>

Recherche et développement définition, glossaire Géoconfluences

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/recherche-et-developpement-r-d>

Gouvernement du Canada, State of Canada’s Defense Industry 2018, 25/05/2018

https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/eng/h_ad03978.html

SIPRI, Arms and military expenditure

<https://www.sipri.org/research/armament-and-disarmament/arms-and-military-expenditure>

Pékin blinde à tout va la mer de Chine méridionale, Valentin Cébron, 2 septembre 2018, *Libération*

https://www.liberation.fr/planete/2019/09/02/pekin-blinde-a-tout-va-la-mer-de-chine-meridionale_1748368

Bataille navale en mer de Chine méridionale, Arnaud Vaulerin, 2 janvier 2017, *Libération*

https://www.liberation.fr/planete/2017/01/02/bataille-navale-en-mer-de-chine-meridionale_1538708

Mer de Chine : exercices militaires de Pékin face aux Etats-Unis, 30 juillet 2020, *Le Figaro*

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mer-de-chine-exercices-militaires-de-pekin-face-aux-etats-unis-20200730>

La nouvelle diplomatie frontalière de la Chine à la reconquête de ses marches continentales, Thierry Mathou, dans *Revue internationale et stratégique*, 2005/4 (N°60), pages 33 à 42
<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2005-4-page-33.htm>

La Chine, au premier rang des dépenses de R&D en 2019, Marie Bartnik, 13 novembre 2014, *Le Figaro*
<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/11/13/20002-20141113ARTFIG00292-la-chine-au-premier-rang-des-depenses-de-rampd-en-2019.php>

Les ambitions régionales de l'Inde, 1er janvier 2017, *Alternatives économiques*
<https://www.alternatives-economiques.fr/ambitions-regionales-de-linde/00076749>

Inde, quelles stratégies face à la Chine, Isabelle Saint-Mézard, 2ème trimestre 2019, *Hérodote*
<https://herodote.org/spip.php?article880>

R&D la Chine rattrape les Etats-Unis, Sophie Hoguin, 27 février 2018, *Techniques de l'ingénieur*
<https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/rd-chine-rattrape-etats-unis-52510/>

Étranger proche et CEI, *Géoconfluences*
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/etranger-proche-et-cei>

La carte de la menace ressentie par les Européens, *Géoconfluences*
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/carte-a-la-une/menace-resentie-par-les-europeens>

En mer de Chine méridionale, Pékin mène la politique du polder, Brice Pedroletti, 10 avril 2015, *Le Monde*
https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2015/05/16/en-mer-de-chine-meridionale-pekin-mene-la-politique-du-polder_4634645_3216.html

Inflation en pourcentage annuel, données de la Banque Mondiale :
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG?locations=RU>

Étranger proche et CEI, *Géoconfluences* :
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/etranger-proche-et-cei#:text=Dans%20les%20toutes%20premi%C3%A8res%20ann%C3%A9es,quatorze%20autres%20ex%20Dr%C3%A9publicques%20sovi%C3%A9tiques.>

La guerre sans fin du Haut-Karabakh, Benoît Vitkine, 28 avril 2018, *Le Monde* :
https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2018/04/26/la-guerre-sans-fin-du-haut-karabakh_5290825_4497186.html

Entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, « le danger est toujours là », Claire Gatinois, 22 juillet 2020, *Le Monde* :
<https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/22/entre-l-armenie-et-l-azerbaïdjan-le-dan>

ger-est-toujours-la_6047002_3210.html

P.-S.

Jeanne Fourquier, Amandine Médard, et Eléna Roney ont réalisé un stage à la rédaction du *Diploweb.com* à la fin de leur année d'Hypokhâgne (LSH) à la CPGE Blomet (Paris) où elles poursuivent leur cursus en Khâgne.

Notes

[1] Action de polderiser, de transformer une étendue d'eau ou encore une région en polder, ce dernier étant une étendue artificielle de terre conquise sur la mer.